



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Présidence de la République

Cellule Présidentielle
d'Exécution et de Suivi

Synthèse du document sur les *Perspectives économiques en* Afrique 2019



Source: Banque Africaine de Développement



Zoom Sur le Togo

Performances économiques

Croissance du PIB réel devrait atteindre:	2019 5,0 %	2020 5,3 %
L'inflation devrait se maintenir à:	2019 1,2 %	2020 2,0 %

La **demande intérieure** plus forte s'est traduite par des exportations nettes négatives. Après avoir culminé à **9,6 %** du PIB en 2016, le déficit budgétaire a été ramené à **2,1 %** en 2017 pour remonter à un taux estimé à **6,7 %** en 2018.

L'**inflation** était **négative** en 2017 et est restée faible en 2018, estimée à **0,4 %**.

Le **déficit budgétaire** devrait s'améliorer et s'établir à **1,6 %** du PIB en 2019.

Le **déficit de la balance** courante devrait également **se réduire**, passant d'environ **7,9 %** du PIB en 2018 à **6,8 %** en 2019

L'**impact négatif** de la crise politique de 2017 et de l'ajustement budgétaire sévère exigé par la réduction du ratio dette/PIB (de **82 %** en 2016 à un objectif de **70 %** en 2019) ont limité la croissance du PIB réel à environ **4,7 %** en 2018.



Zoom Sur le Togo

Perspectives et facteurs positifs du Togo

Les pouvoirs publics ont orienté leurs interventions dans le **secteur agricole** notamment le **développement des agropoles** et la mise en place d'un **Mécanisme incitatif de financement agricole**.

Les autorités ont finalisé la stratégie d'accès **universel à l'énergie** d'ici à 2025.

Forte mobilisation des recettes: le renforcement des autorités fiscales, la suppression de certaines exonérations fiscales et la **rationalisation des processus de passation des marchés**.

Le Togo participe activement aux efforts d'intégration régionale et de facilitation des échanges en cours. **Les échanges intra-UEMOA** ont représenté **52 %** des exportations togolaises en 2016.

Le Togo affiche un **indice d'intégration régionale élevé** en matière de protection de l'environnement, d'infrastructures régionales, de **libre circulation des personnes** et d'intégration financière et macroéconomique.



Le cadre africain en général

Performances macroéconomiques en Afrique et perspectives



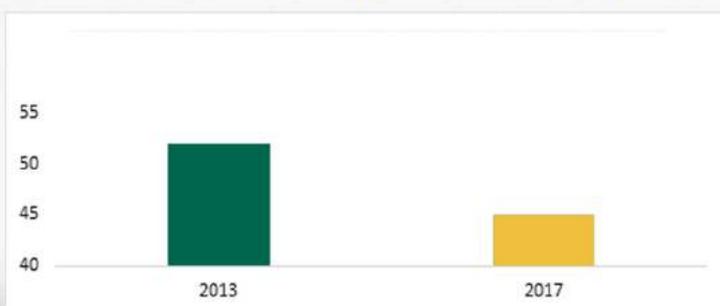
Croissance économique

- ▶ La croissance économique de l'Afrique continue de se renforcer, atteignant 3,5 % en 2018 selon les estimations, soit un niveau comparable à 2017 et en hausse de 1,4 point de pourcentage par rapport aux 2,1 % enregistrés en 2016.
- ▶ Cette croissance est due à l'assainissement des budgets en augmentant les recettes fiscales et parfois en réduisant les dépenses. La hausse des prix des matières premières et la mise en œuvre de réformes fiscales sont des causes majeures de l'augmentation des recettes.
- ▶ En dépit de cette performance de croissance, ces taux restent insuffisants pour couvrir les déficits budgétaires, la vulnérabilité à l'endettement et la réduction du chômage.

Aide publique au développement :

- ▶ On note une baisse des APD ces dernières années. L'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest demeurent les principaux bénéficiaires.

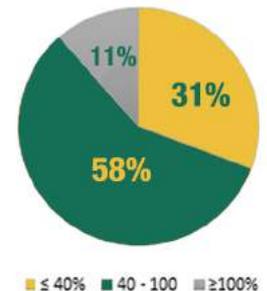
Evolution de l'aide publique au développement (milliards USD)



Ratio dette/pays

Le continent dans son ensemble n'est pas exposé à un risque systémique de crise de la dette. Le ratio Dette/PIB du Togo en 2018 est de 73,4% avec une prévision de 66% en 2019.

Répartition des pays selon le ratio dette/PIB



Les risques macroéconomiques

Les risques sur les prévisions macroéconomiques pour l'Afrique sont :

- ▶ Les tensions commerciales entre les États-Unis et ses partenaires commerciaux pourraient réduire la croissance économique mondiale avec des répercussions sur l'Afrique.
- ▶ Les coûts du financement extérieur pourraient croître davantage si les taux d'intérêt dans les pays développés augmentaient plus vite que prévu.
- ▶ Le changement climatique continu pourrait contribuer à la réduction de la production agricole et de la croissance du PIB.
 - o L'instabilité politique et les problèmes de sécurité dans certaines zones.



Le cadre africain en général

Emploi, croissance et dynamisme



La population africaine en âge de travailler devrait passer de 705 millions de personnes en 2018 à près d'un milliard d'ici 2030. Au rythme de la croissance de la main-d'œuvre, l'Afrique devra créer 12 millions de nouveaux emplois par an pour résorber le chômage.

Le marché du travail en Afrique est prédominé par l'emploi informel. Le marché du travail en Afrique est segmenté, et donc a tendance à s'améliorer avec des politiques économiques facilitant la mobilité de la main-d'œuvre, un environnement concurrentiel pour le secteur privé et de meilleurs programmes de développement des compétences.

On note un faible niveau de dynamisme des entreprises en Afrique, et en particulier la faible probabilité qu'ont les petites entreprises de se transformer en moyennes ou grandes entreprises. Ceci abaisse la productivité globale et freine la création d'emplois hautement qualifiés pour absorber la main-d'œuvre croissante de l'Afrique.

Intégration régionale



Du diagnostic, il ressort que :

L'Accord de libre-échange continental (ALEC) peut offrir des avantages substantiels à tous.

Les obstacles aux frontières empêchant le commerce ont diminué 20 dernières années.

En éliminant les droits de douane bilatéraux appliqués aujourd'hui, le commerce entre pays africains pourrait augmenter de 15% avec des règles simples et transparentes.

En supprimant les barrières non tarifaires, le commerce et les recettes tarifaires pourraient croître de 15 milliards de dollars EU.

En Appliquant l'Accord sur la facilitation des échanges (TFA), les avantages s'élèveraient à 4,5% du PIB de l'Afrique, soit 31 milliards de dollars EU supplémentaires, portant le gain total à 134 milliards de dollars ; un droit de douane de 0,2% sur les importations en provenance des pays à haut revenu pourrait rapporter 850 millions de dollars pouvant être utilisés pour le financement de projets de facilitation des échanges.



Le cadre africain en général

Quelques recommandations

Axes	Recommandations
<p>Performances macroéconomiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre les politiques visant à réduire le coût des transferts d'argent et à améliorer les plates-formes d'investissement de la diaspora, ainsi que d'autres mesures d'incitation, peuvent accroître la disponibilité des ressources critiques pour le financement du développement. • Mettre en œuvre des politiques visant à lutter contre la sortie illégale des capitaux • Faire un suivi continu de la situation de la dette dans les économies les plus fragiles en vue de mettre en place des systèmes d'alerte • Promouvoir les investissements dans la sous-région • Augmenter la part des biens intermédiaires et des biens d'investissement dans les importations • Mettre l'accent sur l'urbanisation et la réallocation des ressources les plus productives vers des secteurs à forte intensité d'exportation et bien intégrés dans les chaînes de valeur mondiales. • Améliorer la structure des tarifs extérieurs pour éviter une charge excessive sur les biens d'investissement • Assurer une bonne intégration dans les chaînes de valeur mondiales en respectant les normes techniques • Diversifier l'économie et entreprendre des changements structurels profonds à travers des financements importants dans le développement • Trouver un équilibre entre l'objectif fiscal (créer davantage de recettes), l'objectif d'efficacité (prévenir les effets néfastes sur l'investissement et la croissance économique) et l'objectif relatif à l'équité (ce que les gens considèrent comme équitable) • Engager des concertations afin d'accroître la sensibilisation sur la viabilité de la dette
<p>Emploi, croissance et dynamisme</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Protéger les travailleurs vulnérables sans rendre le marché du travail trop rigide • Mettre en place un système d'incitations pour encourager les entreprises informelles à opter pour le secteur formel • Poursuivre la transformation structurelle à travers une industrialisation continue et rapide permettant d'orienter la main d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité



Le cadre africain en général

Quelques recommandations

Axes	Recommandations
	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la qualité du capital humain et mettre en place des institutions qui fonctionnent • Mettre en œuvre des politiques visant à alléger ces contraintes, telles que la réforme bureaucratique, la numérisation de l'administration fiscale, l'amélioration de la responsabilité et de la transparence des administrations judiciaires, tout en élaborant des solutions connexes permettant à l'administration de fonctionner et de se mettre au service du monde des affaires. • Diversifier les produits en développant un secteur manufacturier solide • Mettre en œuvre des politiques industrielles cohérentes • Améliorer permanemment l'environnement des affaires
Intégration régionale	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les progrès dans la réduction des tarifs bilatéraux et des barrières non tarifaires • Mettre en œuvre de l'accord de facilitation des échanges de l'OMC • Garder les règles d'origines simples, souples et transparentes • Synchroniser les cadres de gouvernance financière • Mettre en commun l'énergie pour tirer parti du potentiel énorme d'échanges transfrontaliers d'électricité • Ouvrir les espaces aériens à la compétition <p>Pour les pays enclavés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les corridors de transports régionaux • Restructurer les cadres réglementaires de transport. • Exercer des pressions pour l'amélioration des conventions et instruments qui facilitent le commerce de transit <p>Pour les pays côtiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agrandir les installations portuaires, y compris des installations de stockage et d'administration des douanes, accroître l'efficacité de services maritimes et du chargement et déchargement des conteneurs • Augmenter la vitesse et la fiabilité des réseaux ferroviaires et routiers en réduisant la congestion et les retards aux points de contrôle <p>Pour les pays riches en ressources naturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en application les principes de base de la Charte des ressources naturelles • Coopérer à une harmonisation de la taxation du pétrole, gaz et minerais pour éviter une course vers le bas et la surexploitation qui lui est associée.



Le cadre africain en général

Quelques recommandations

Axes	Recommandations
	<p>Quelques axes de solution aux pays faisant partie d'une union monétaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des institutions et des règles budgétaires transnationales et bien fonctionnelles ; • La libre circulation effective de la main-d'œuvre, des capitaux et des marchandises ; • Des politiques en matière d'endettement et de déficit cohérentes et un suivi attentif par une autorité centrale crédible. • Le secteur financier et bancaire surveillé par une institution indépendante à l'échelle de l'union, capable d'appliquer des règles de prudences strictes.